



COVID-19 et occupation : la double peine des Palestiniens

Description



Une artiste palestinienne peint une fresque murale pour sensibiliser le public au COVID-19
À Khan Younis, dans la bande de Gaza (Ashraf Amra à?? APA Images)

Par à??Agence Média Palestine, le 27 juillet 2020

[Dossier presse Agence Juillet 2020TÃ©IÃ©charger](#)

Suite Ã lâ??Ã©ruption du COVID-19, les Palestiniens doivent faire face Ã une double rÃ©pression israÃ©lienne sur le plan politique et sanitaire.

La bande de Gaza et la Cisjordanie manquent cruellement de matÃ©riel, notamment dâ??Ã©quipements de protection individuelle et dâ??agents de santÃ© qualifiÃ©s, en raison des pÃ©nuries locales auxquelles sâ??ajoute le facteur aggravant des restrictions imposÃ©es de longue date par le blocus et lâ??occupation.

•



COVID-19 ET OCCUPATION : LA DOUBLE PEINE DES PALESTINIENS

En chiffres jusqu'au 23 juillet 2020
22h00 (GMT+2)



11 800 cas confirmés

3326 guéris

70 morts



75 cas confirmés

68 guéris

1 mort

11 875 cas confirmés

3394 guéris

71 morts



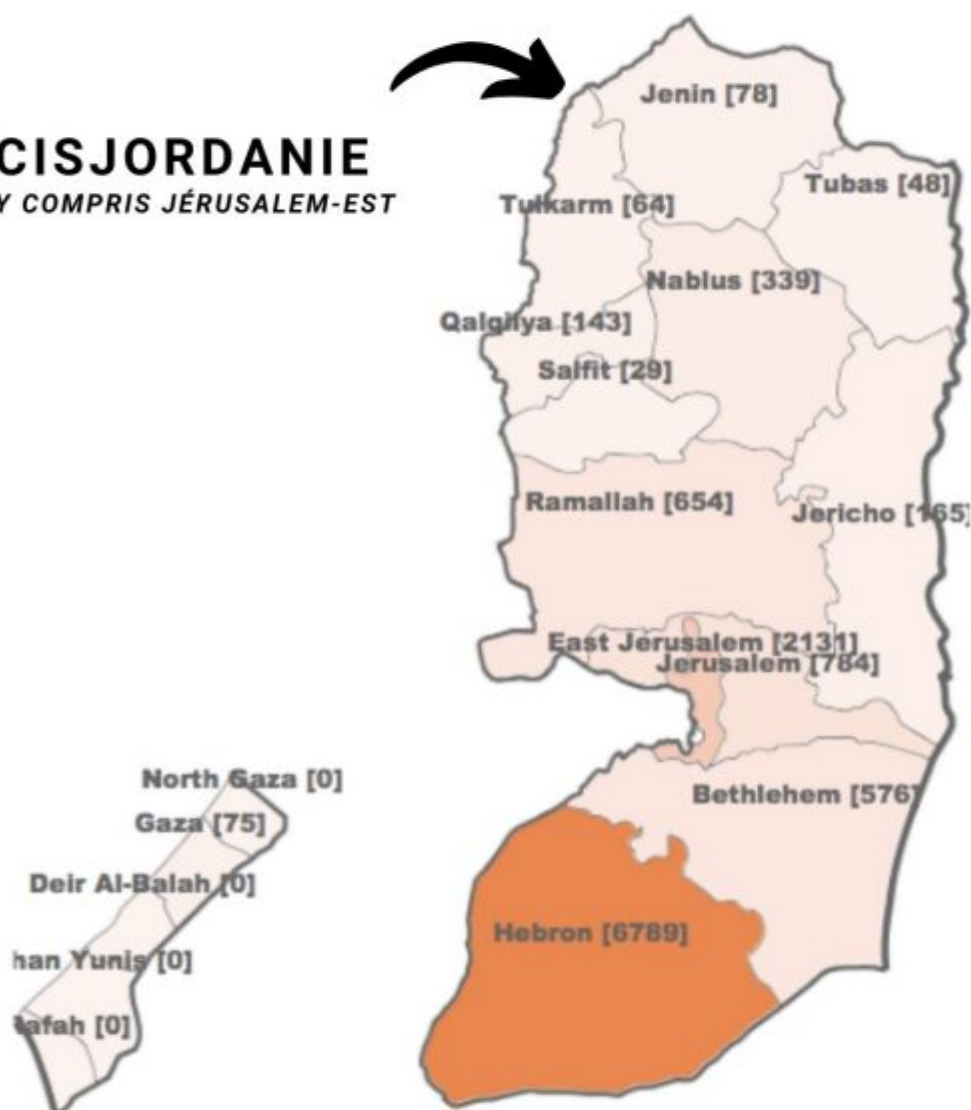
•



COVID-19 ET OCCUPATION : LA DOUBLE PEINE DES PALESTINIENS

Nombre de cas confirmés
 par lieu géographique au 23 juillet 2020

CISJORDANIE Y COMPRIS JÉRUSALEM-EST



BANDE DE GAZA



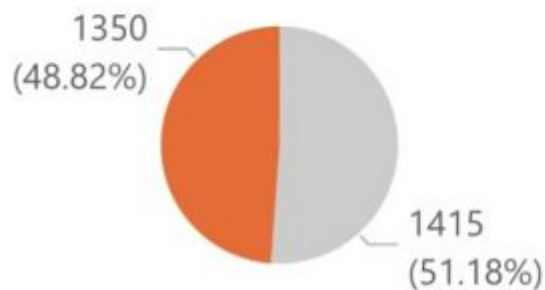
•



COVID-19 ET OCCUPATION : LA DOUBLE PEINE DES PALESTINIENS

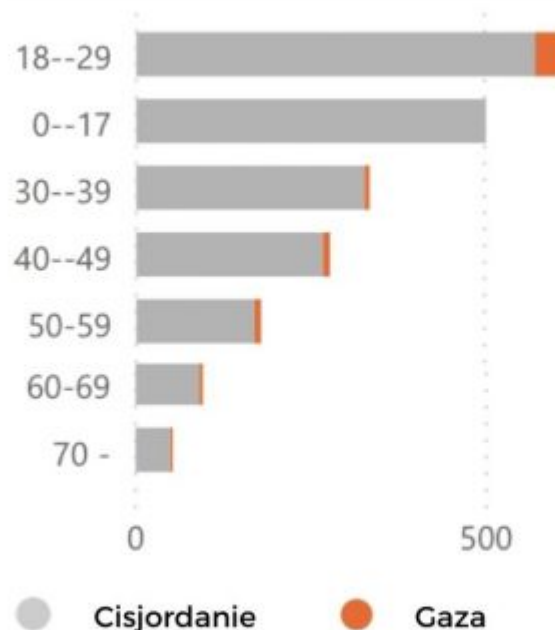
Nombre de cas confirmés
par sexe et par âge au 23 juillet 2020

Nombre de cas par sexe



Sexe ● Femme ● Homme

Nombre de cas par âge



Au début de la pandémie, Israël a refusé l  entr  e de matériel médical malgré la gravité de la situation.

Ziad Medoukh, universitaire palestinien    Gaza déclarait au mois de mars que l  on comptait seulement **55 lits** en soins intensifs et **50 appareils de réanimation** dans les hôpitaux de cette région. Les coupures d  lectricit   et le manque de personnels soignants aggravent aussi la gestion de la crise sanitaire.

Les patients atteints du Covid-19 ne sont pas les seules victimes du régime d  apartheid israélien. Depuis qu  Isra  l a approuvé l  entr  e de milliers d  ouvriers palestiniens dans le pays, les travailleurs palestiniens risquent leur vie et doivent choisir entre gagner leur vie ou se protéger du virus.

En mars dernier, un travailleur palestinien qui présentait des signes du COVID-19 a été jeté par terre et abandonné par les forces d  occupation israéliennes, près du checkpoint de Beit Sira, qui relie le centre d  Isra  l    la Cisjordanie occupée. Son employeur aurait averti les autorités israéliennes avant même que l  homme n  ait re  su ses résultats. Quelques jours plus tôt, un autre ouvrier palestinien, soupçonné d  avoir contracté le COVID-19, avait d   rejoindre seul le checkpoint de Beit Sira pour rejoindre la Cisjordanie.

Depuis le mois de mai, le gouvernement israélien, par crainte du développement d  une pandémie incontrôlable, a d   lever son interdiction d  entr  e de l  aide humanitaire    Gaza. Une aide humanitaire a été envoyée,    deux reprises, par les   mirats Arabes Unis pour aider les Palestiniens dans la lutte contre le COVID-19. Cette aide a d  abord été refusée par l  autorit   palestinienne, pour finalement être envoyée    Gaza avec l  accord des autorités israéliennes et en coordination avec l  ONU.

Selon un rapport du ministère palestinien de la Santé sur le coronavirus d  aujourd  hui, depuis le début de la pandémie, 13716 tests de coronavirus ont été administrés dans la bande de Gaza. Actuellement, 246 personnes sont placées dans des centres d  isolement installés par les autorités locales dans toute la bande de Gaza. Ceux dont le test est positif dans ces établissements sont transférés dans un hôpital de campagne désigné installé près du port-frontière de Rafah, où ils re  voient des soins.

Chaque personne revenant de l    tranger est mise en quarantaine pendant 28 jours dans des centres spéciaux. Pendant deux mois, tous les lieux publics (cafés, écoles, universités, salles de mariage et salles de sport?) ont été fermés.

Le checkpoint d  Erez est resté pratiquement fermé depuis début mars. Seul un petit nombre de patients gravement malades et leur accompagnant ont pu passer. Israël refuse de traiter les demandes de voyage autres que les cas médicaux urgents.

Récemment, alors que les températures estivales ont augmenté ainsi que la demande d    lectricit  , l  approvisionnement en électricité dans la bande de Gaza a diminué. Actuellement, les résidents sont alimentés pendant **six heures consécutives**, suivies de huit heures sans électricité. Selon les Nations Unies, depuis le début du mois de juillet, l    lectricit   est disponible **environ 11,7 heures par jour**. En juin, la moyenne était de 14,4 heures par jour.

La situation est tout aussi préoccupante en Cisjordanie. Le nombre de cas dans cette région, et notamment à Jérusalem-EST, ne cesse d'augmenter. L'Épicentre d'Hébron représente à ce jour, **plus de 70%** de tous les cas actifs.

Suite à l'arrêt de la coordination sécuritaire annoncée par l'AP, pour protester contre le projet d'annexion israélienne de pans de la Cisjordanie, les Palestiniens se voient refuser le transfert dans les hôpitaux israéliens pour se soigner, sauf les cas les plus graves.

De plus, Israël a mis en place des conditions très strictes à l'encontre des Palestiniens à Jérusalem-EST, pour pouvoir être testé. Chaque Palestinien doit être membre d'un organisme israélien de soins de santé privé. Pour bénéficier d'un test gratuit, il faut être résident palestinien officiel de Jérusalem-EST, soit seulement 40% de la population.

Dans ce contexte, la démolition du centre de dépistage tout juste ouvert, le 21 juillet après celle du centre de dépistage de Silwan par l'armée israélienne, l'arrestation de militants et de volontaires palestiniens impliqués dans des actions de sensibilisation, des initiatives locales pour désinfecter les écoles et les institutions ou distribuer les denrées alimentaires, la démolition des maisons, qui continue à l'heure du confinement, les limites géographiques imposées à l'accès aux soins par l'occupation constituent autant d'actes de répression qui visent l'autorité palestinienne et son refus de coordination, constituent en soi une violation aggravée de **l'article 56 de la IVe Convention de Genève** qui prévoit expressément qu'un occupant a le devoir d'adopter et d'appliquer « les mesures prophylactiques et préventives nécessaires pour combattre la propagation des maladies contagieuses et des épidémies ».

Le COVID-19 a mis en lumière les effets néfastes du régime d'apartheid israélien sur le droit à la santé de tous les Palestiniens.

Sources : Middle East Eye, Al Haq, The Electronic Intifada, OCHA, Gisha

date créée
2020/07/27